

Départ le 18 janvier d'un C-130 belge pour participer à l'opération française Sangaris (2)

Amplification avec précisions sur les options étudiées par l'UE

BRUXELLES 10/01 (BELGA) = L'avion de transport tactique C-130 "Hercules" que

la Belgique a mis à la disposition de l'armée française pour son opération Sangaris en Centrafrique devrait quitter sa base de Melsbroek samedi prochain, le 18 janvier et être pleinement opérationnel à Libreville, la capitale gabonaise, trois jours plus tard, a indiqué vendredi le ministère de la Défense, en refusant de spéculer sur l'envoi de troupes au sol souhaité par Paris.

Le gouvernement avait donné son feu vert le mois dernier une participation belge à l'opération militaire française en République centrafricaine (RCA) sous la forme de transport aérien stratégique et tactique. Concrètement, il s'agissait d'offrir à la France quatre vols "stratégiques" effectués par l'avion de transport gros-porteur Airbus A330 utilisé par la Défense pour acheminer du personnel et du matériel entre la France et les pays voisins de la RCA et Bangui et un C-130 pour des missions tactiques durant deux mois.

Cet avion devrait s'envoler le 18 janvier de Belgique, passer sous commandement français le 20 et être "pleinement opérationnel" le 21 janvier, a précisé un porte-parole du ministère de la Défense.

Ce C-130 sera mis en oeuvre par une équipe de quelque 35 militaires pour assurer des liaisons internes au théâtre d'opération africain, à la fois entre Libreville et Bangui et à l'intérieur de la Centrafrique. Il transportera du matériel français et africain de la mission de l'Union africaine en Centrafrique (Misca) entre les capitales concernées et Bangui.

Le porte-parole s'est toutefois refusé à toute précision sur la suite que la Belgique pourrait donner à une requête "informelle" formulée par Paris pour envoyer une compagnie renforcée - de l'ordre de 150 hommes - pour assurer la protection de l'aéroport de Bangui, la capitale centrafricaine.

Le Premier ministre Elio Di Rupo avait affirmé le 19 décembre que son gouvernement était prêt à "éventuellement examiner" la possibilité de contribuer davantage à une force internationale de maintien de la paix en RCA, "mais dans un cadre européen".

Au sein de l'UE, les services de la haute représentante pour la politique étrangère et de sécurité, Catherine Ashton, a proposé aux Etats différentes options pour lancer une mission militaire de type EUFOR afin de soutenir les opérations africaine et française en Centrafrique.

Les Etats-membres vont examiner ces options jusqu'au 20 janvier, jour où les ministres des Affaires étrangères des 28 pays membres de l'UE devront trancher lors d'une réunion à Bruxelles.

Le service diplomatique de l'UE propose qu'une "force militaire" de l'UE "se déploie rapidement en Centrafrique" afin de "contribuer à y rétablir la sécurité aux côtés de la Misma (force africaine) et de Sangaris (force française)", selon un document envoyé aux Etats.

L'une des options prévoit que cette mission européenne soit basée à Bangui, assure la sécurité de l'aéroport de la capitale Bangui, et éventuellement des camps de déplacés qui s'y trouvent également) en prenant le relais des troupes françaises, selon le site spécialisé Bruxelles2.

Dans l'autre option, les Européens se baseraient dans l'ouest du pays pour "assurer la sécurité" de l'axe routier stratégique de l'ouest menant vers le Cameroun.

Pour un tel rôle, le déploiement de plusieurs centaines de soldats serait nécessaire, avec un équipement adéquat, dont des hélicoptères, des moyens de renseignement et médicaux, précise le document.

GGD/(OCH)/

./.

101721 JAN 14